

32 • TRIBUNES

GROUPE SOCIALISTE ET APPARENTÉS

RÉMI FÉRAUD, PRÉSIDENT DU GROUPE

Paris qui ose

Voici déjà bientôt trois ans que vous nous avez accordé votre confiance pour mettre en œuvre nos projets pour Paris. Trois ans, soit la moitié de la mandature, entièrement occupés à réaliser nos objectifs pour améliorer votre vie quotidienne et préparer votre avenir. Dans la lignée de la COP 21, c'est d'abord la priorité à la lutte contre la pollution qui traverse toutes nos actions : en réduisant la place des voitures polluantes, en encourageant les transports propres, en investissant dans les énergies renouvelables et l'efficacité thermique, en végétalisant Paris, nous agissons résolument pour diminuer le fléau de la pollution de l'air responsable de plus de 48 000 morts par an en France. C'est notre responsabilité collective et individuelle d'agir pour une ville plus saine et plus apaisée.

Nous poursuivons également notre politique de construction de logements – plus de 7 000 par an – afin d'atteindre le taux de 25 % de logements sociaux à l'horizon 2025, rééquilibrés sur l'ensemble de la capitale. Avec la mise en place de l'encadrement des loyers et la lutte contre les meublés touristiques illégaux, nous renforçons les mesures qui facilitent l'accès au logement dans Paris. De même, nous multiplions les mesures pour augmenter l'attractivité de Paris, qui est redevenue la capitale mondiale de l'innovation, devant Londres et Berlin. L'audace architecturale, culturelle et entrepreneuriale séduit toujours plus d'investisseurs et de visiteurs du monde entier. Paris solidaire a également pris ses responsabilités en organisant un centre d'accueil pour les réfugiés et plusieurs centres d'hébergement

pour sans-abri. Là encore, Paris participe très largement à la solidarité métropolitaine, régionale et nationale. C'est encore la grande aventure des Jeux olympiques de Paris 2024 qui engage toute notre ville et les territoires de Seine-Saint-Denis dans un projet enthousiasmant et porteur de renouveau pour nos politiques publiques. Soyez-en sûrs : nous travaillons sans relâche à la mise en œuvre de nos engagements, sans augmenter les impôts des Parisiens, au service d'une ville plus accueillante et bienveillante, au service de Paris. Depuis notre élection en 2014 et jusqu'à la fin de notre mandat en 2020.

➔ Retrouvez-nous sur le site <http://groupe-ps.paris> et sur Twitter : @ElusPSParis

GROUPE UDI-MODEM

ÉRIC AZIÈRE, PRÉSIDENT DU GROUPE

S'opposer, c'est aussi proposer!

Voici venu le temps du bilan de mi-mandat de notre groupe UDI-MoDem, une opposition que nous avons voulue dès le départ constructive, qui vous doit de rendre compte de son travail au sein du Conseil de Paris. Nous avons été intransigeants sur tous les sujets qui, insuffisamment traités, nuisent à la qualité de vie des Parisiens, tels que la propreté, la sécurité, le logement, la place des familles à Paris. Nous avons tiré le signal d'alarme sur l'état dramatique des finances de Paris et le poids de la dette, la crise du secteur touristique, en particulier hôtelier, l'état indigent du métro. Plus ponctuellement, nous avons contesté le design du mobilier urbain, des kiosques comme des abribus, souligné les insuffisances du plan vélo, celles du marché de Noël et l'emplacement de la Grande Roue à la Concorde.

Nous avons combattu l'exécutif sur la circulation dans Paris. Nous partageons les objectifs de la piétonisation des quais, mais en refusons la méthode coercitive, sans solutions alternatives préalables, ni concertation avec les maires de la petite couronne, dans la fébrilité d'un calendrier électoral redouté. Mais nous avons aussi imposé des projets concrets, tels qu'un groupe de travail sur l'e-santé, l'ouverture dès 7h des parcs et jardins, la création d'une brigade équestre, la piétonisation mensuelle des Champs-Élysées, un billet gratuit pour la tour Eiffel pour chaque petit Parisien ou la création d'un Parcours historique de la Révolution française. Nous avons su faire infléchir la maire de Paris sur des sujets qui nous semblent importants, tels que la création de la brigade anti-incivilités, embryon de police

municipale, l'ouverture des grands magasins le dimanche, la régulation des meublés touristiques, la nécessaire réforme des conservatoires et la réforme du statut de Paris. Enfin, nous avons voulu faire preuve de responsabilité en accompagnant la création d'un centre d'accueil des migrants, l'expérimentation de la salle de consommation à moindres risques et les grands projets urbains innovants dont Paris a besoin. Il s'agit là, selon nous, de la meilleure manière de représenter les Parisiens qui sont dans l'opposition, mais qui aiment Paris avant de s'aimer eux-mêmes. Nous avons à cœur d'amplifier cet état d'esprit, car, pour nous, la meilleure façon de s'opposer, c'est proposer!

GROUPE LES RÉPUBLICAINS

NATHALIE KOSCIUSKO-MORIZET, PRÉSIDENTE DU GROUPE

La vie à Paris est de plus en plus chère : merci Madame la Maire

Pour Anne Hidalgo, les promesses ne tiennent que le temps de l'élection. Contrairement à son engagement claironné en 2014, les impôts, les taxes et les redevances ont augmenté de façon exponentielle tout au long de sa première moitié de mandat. La vie à Paris devient ainsi chaque jour plus chère pour les usagers parisiens, les tarifs des équipements publics ont encore augmenté de 3,7 % en 2017. Chère, elle l'est également pour les propriétaires. En 2016, ils ont subi la hausse des droits de mutation, de 3,8 % à 4,5 % du prix du bien. Cette année, ils supporteront la majoration de 60 % de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires. Les automobilistes parisiens payeront également au prix fort le mépris de l'exécutif. Professionnels et particuliers devront s'acquitter

en 2017 de tarifs de stationnement toujours plus élevés. Ces derniers augmentent de 67 % dans le centre et de pas moins de 100 % dans les arrondissements extérieurs. Ainsi cette année, stationner 6 heures coûtera 50 €, contre 24 € en 2016. Combien d'entreprises seront lourdement pénalisées par cette charge supplémentaire sur leur activité? De même, peu importe à Anne Hidalgo que le nombre de touristes soit en baisse et que les restaurateurs souffrent des effets des attentats parisiens : la taxation des terrasses de café a quasiment doublé depuis 2011.

Face à cette hausse inconsidérée de la fiscalité, le Groupe Les Républicains a proposé un moratoire des impôts, taxes et redevances lors de la séance budgétaire du Conseil de Paris en décembre dernier. Demande à

laquelle Anne Hidalgo a opposé une fin de non-recevoir.

Pourquoi? La raison est simple : pour tenter de renflouer les caisses de la Ville, la maire de Paris ne peut plus se passer de ces augmentations fiscales. Hausse inconsidérée de la masse salariale et de la dette, stagnation des dépenses d'investissement : tous les voyants sont aujourd'hui au rouge. L'exécutif en est à demander au gouvernement la réintroduction des casinos à Paris pour réussir à boucler son budget grâce à cette manne fiscale!!!

Pour notre part, nous restons déterminés dans notre combat en faveur du pouvoir d'achat des Parisiens et contre la mise en danger de la santé financière de Paris.

➔ Retrouvez-nous sur groupelesrepublicains.paris

GROUPE COMMUNISTE - FRONT DE GAUCHE

NICOLAS BONNET-OUALDJ, PRÉSIDENT DU GROUPE

Stop à la crise du logement à Paris

Lors de notre dernière séance au Conseil de Paris, et après une demande de notre groupe, nous avons adopté une délibération portant sur l'augmentation de 20 % à 60 % de la surtaxe sur la taxe d'habitation sur les résidences secondaires à Paris. Pour nous, il ne s'agit pas simplement d'une recette de plus, mais d'une mesure contre la spéculation. Nous souhaitons inciter les propriétaires des 107 000 résidences secondaires de la Ville à remettre leurs biens sur le marché de l'immobilier ou de la location classique et ainsi augmenter l'offre de logement. Le cœur de Paris est emblématique des ravages de la spéculation immobilière, avec une concentration très importante de location de meublés touristiques via des plateformes Internet. Un seul exemple : l'île Saint-Louis,

où sur 800 logements, près de 500 sont mis en location. Nous ressentons une légitime exaspération des habitants qui voient le cœur de Paris défiguré par cette logique à but lucratif au détriment des familles qui cherchent désespérément à se loger. Plus de Parisiennes et de Parisiens logés dans le cœur de Paris, c'est plus d'enfants, plus d'écoles, plus de joie de vivre et d'avenir pour la capitale. Nous ne pouvons plus tolérer que les propriétaires louent leur bien 800 € la semaine ou que des logements soient vides, alors que des milliers de Parisiennes et de Parisiens sont en attente d'un logement. Dorénavant, nous souhaitons obtenir une fixation du taux de cette taxe à 100 %. C'est l'objet du vœu que nous avons proposé et qui a été adopté lors du Conseil de Paris et qui

demande que le prochain projet de loi de finance rectificative examiné en juillet à l'Assemblée nationale permette à la ville de rehausser ce taux. Aussi, le deuxième combat que nous menons est celui contre les logements vacants dans notre ville. Il y en a près de 100 000. Le vœu que nous avons fait adopter demande également que le taux de la taxe sur les logements vacants passe de 12,5 % à 50 % de la valeur locative cadastrale. Si ces amendements sont votés en juillet par l'Assemblée nationale, les prix de l'immobilier à Paris baisseront. Parce qu'un toit, c'est un droit.

34 • TRIBUNES

GROUPE ÉCOLOGISTE DE PARIS

ANNE SOUYRIS ET DAVID BELLARD, COPRÉSIDENTS DU GROUPE

Pour que les animaux aient toute leur place à Paris !

À Paris, les animaux vivent à côté de nous plutôt qu'avec nous. Lorsqu'ils sont domestiqués, ils ont peu d'espace pour se promener ou ils sont enfermés dans des cages ou des enclos dans les zoos. La faune sauvage, quant à elle, doit résister au bétonnage des sols, à la suppression de la verdure et à la pollution quotidienne. Pourtant, la place des animaux dans notre quotidien est une question essentielle. Paris bénéficie d'une biodiversité riche qu'il faut préserver, et tandis que beaucoup d'entre nous vivent avec des animaux domestiqués, les espaces publics qui leur sont dédiés se raréfient. Depuis des années, les écologistes à Paris sont mobilisés pour faire évoluer la relation entre les animaux et les humains, action qui s'est concrétisée par l'obtention d'une large mission dédiée à la

« condition animale », qui travaille sur tous les aspects de la place des animaux et de leur bien-être dans notre ville. Une première pour une collectivité de cette taille. Les recommandations seront rendues à l'automne de cette année. D'ici là, nous resterons mobilisés pour le respect de la biodiversité. La préservation de la faune existante (oiseaux, insectes, poissons, batraciens, mammifères) passe en effet par la préservation des parcs et jardins, mais aussi par la création de corridors verts, nocturnes et bleus qui permettent la circulation des animaux dans la ville. Ainsi, la piétonisation des berges de Seine, c'est aussi la possibilité de créer une continuité verte à travers la ville qui reliera les bois de Vincennes et de Boulogne. En outre, au-delà de la nécessité de mener une réflexion pour

la création de lieux pour la promenade des animaux domestiques, une concertation avec les cirques devra aussi avoir lieu pour que, à terme, les spectacles présentés à Paris ne mettent plus en scène d'animaux sauvages. Enfin, nous souhaitons qu'une réflexion non seulement sanitaire mais aussi éthique sur la place de la viande et des produits issus de l'élevage dans la restauration collective soit menée. Après les multiples scandales qui nous ont donné à voir la réalité cruelle des abattoirs, les achats faits par notre Ville doivent être un levier pour faire découvrir de nouvelles façons de bien manger, avec moins de viande et moins de poisson.

GROUPE RADICAL DE GAUCHE, CENTRE ET INDÉPENDANTS

JEAN-BERNARD BROS, PRÉSIDENT DU GROUPE

Paris faite pour les femmes ?

La rue est considérée comme un espace de liberté où chacun peut aller et venir. C'est le principe même de la liberté de circulation consacrée dans notre Constitution. Mais ce droit légitime n'est pas respecté dans la réalité. La ville n'est pas un espace d'égalité, quel que soit son genre. Ainsi, les femmes flânent difficilement dans les rues et mettent en place de nombreuses stratégies d'évitement recoupant des attitudes allant du mime d'être au téléphone au contournement de rues la nuit. Malgré l'ouverture du débat dans la sphère publique, une majorité de femmes connaissent toujours le sentiment de mal-être, la peur de se retrouver seule dans des lieux publics, que ce soit dans les transports ou dans la rue. Nous savons aujourd'hui qu'il ne s'agit pas d'un problème individuel, mais

d'un fait social. 100 % des femmes déclarent ainsi déjà avoir vécu une situation de harcèlement de rue. Nous ne pouvons rester immobiles. Alors que de nombreuses collectivités locales se mobilisent pour penser la ville autrement, Paris ne doit pas rester sur le bord de ce chemin. Nous savons aujourd'hui que nos décisions d'aménagement de l'espace public risquent d'en écarter les femmes si l'on ne prête pas attention à cette question. Alors saisissons-nous de celle-ci ! Par sa proximité avec les citoyens, Paris peut avoir une intervention déterminante dans la déconstruction des stéréotypes de genre et dans la réalisation concrète de l'égalité femmes-hommes. Elle doit se mobiliser pour que les femmes prennent plus de place dans ses rues. Améliorer

l'éclairage à un point donné, rendre un trottoir accessible aux poussettes ou permettre au bus de s'arrêter entre deux arrêts pour rapprocher les femmes de leur domicile sont autant de mesures simples et concrètes que nous pouvons mettre en œuvre. Intégrer des indicateurs de suivi et d'évaluation pour objectiver notre action publique en faveur de l'égalité d'accès à la ville pour les femmes sur toutes nos politiques publiques en est une autre. Le chemin est encore long pour effacer toutes les appréhensions dans l'espace public, mais notre groupe compte bien se mobiliser pour faire de Paris une ville faite pour les femmes !

➔ www.groupe-prgci-paris.com

➔ [Twitter : @Groupe_PRG_CI](https://twitter.com/Groupe_PRG_CI)

Ces tribunes n'engagent pas la rédaction.